

Tobia Schnebli (Représentant du GSsA au sein du comité du Collectif Urgence Palestine CUP Genève)

Conférence de presse: Halte à la guerre au Proche-Orient, 27.7.2006

On reproche souvent au mouvement pacifiste, de prendre position de manière unilatérale ou déséquilibrée contre Israël. C'est le cas aussi avec l'appel pour la manifestation de samedi, qui demande d'exercer des pressions pour pousser le gouvernement d'Israël à respecter le droit international et mettre fin aux attaques militaires et aux occupations en Palestine et au Liban. Parmi ces pressions politiques et économiques l'arrêt de la collaboration militaire Suisse-Israël figure en tête des revendications les plus immédiates et urgentes de la manifestation de samedi.

Il y a deux raisons pour expliquer que nos revendications sont clairement dirigées vers Israël:

- 1) l'inégalité du nombre de victimes civiles, de populations en fuite et la disproportion sans aucune mesure des destructions de toutes les infrastructures civiles dans la guerre en cours au Liban et à Gaza sont énormes et évidentes. Il n'y a pas de commune mesure ou d'équilibre possible.
- 2) Parce-que la paix est surtout une question de justice, de respect et d'application des droits pour toutes les populations concernées.

Cette raison est en effet bien plus importante, parce que sur ce plan les inégalités, les violations des droits humains, du droit international, du droit international humanitaire sont encore beaucoup plus profondes. Et depuis deux semaines la population libanaise subit à nouveau le même déni total de justice que subit le peuple palestinien depuis des décennies: attaques militaires, colonisation en territoire occupé, destructions de maisons, punitions collectives, bouclage de régions entières, torture, détention administrative, déportations. Sans oublier le déni de justice subi par une partie importante du peuple palestinien contraint de vivre depuis 60 ans dans des camps de réfugiés entre autres au Liban.

Nous constatons que depuis trop longtemps la communauté internationale des Etats et l'Etat d'Israël ne remplissent pas les obligations du droit international auxquelles ils ont souscrit. De même, nous constatons que les résolutions de l'ONU, l'avis consultatif de la Cour Internationale de Justice sur le Mur et les déclarations diplomatiques internationales restent sans effet.

Et la Suisse, avec la "normalisation" de ses relations avec Israël participe à ce déni de justice. On peut même dire qu'elle se rend complice de ces violations.

La Suisse est non seulement l'Etat dépositaire des Conventions de Genève, elle avait aussi reçu le mandat de la part de l'Assemblée générale de l'ONU pour mener des consultations pour trouver une manière de faire appliquer la résolution qui condamne et demande le démantèlement du Mur. Et à ce propos il faut rappeler que la Cour Internationale de Justice, soutenue par la Suisse, rappelle que "tous les Etats sont dans l'obligation de ne pas prêter aide ou assistance au maintien de la situation créée par la construction du mur" et que "tous les Etats parties à la convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949, ont l'obligation, dans le respect de la Charte des Nations Unies et du droit international, de faire respecter par Israël le droit international humanitaire incorporé dans cette convention".

La récente visite en Suisse d'une délégation militaire israélienne emmenée par le général Eliezer Shkedi, commandant en chef de l'armée de l'air israélienne, et la poursuite de la collaboration militaire avec Israël décrédibilisent totalement l'engagement proclamé de la Suisse en faveur du respect des droits humains et pour l'application du droit international humanitaire dans le conflit au Proche-Orient.

C'est pour demander une paix basée sur la justice et pour le respect des droits humains et du droit international pour toutes les populations concernées que les pacifistes vont réclamer samedi des pressions concrètes, comme l'arrêt de la collaboration militaire de la Suisse avec l'armée et l'industrie d'armement d'Israël.

Tobia Schnebli

Collectif Urgence Palestine CUP Genève